



Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Pour ce CDEN, nous avons nous aussi pensé à un diaporama bien propre, plein de jolis chiffres, de jolies courbes. Nous aurions pu le faire et nous, nous vous l'aurions remis sans problème puisque nous attendons toujours de recevoir celui qu'on nous a présenté en CTSD.

Bref, nous aurions pu parce que des chiffres, nous aussi nous en avons.

Comme ceux, très récents, du rapport d'Oxfam qui démontrent que pendant la crise, les pauvres s'appauvrissent (un million de personnes seraient tombées dans la pauvreté en France en 2020) alors que les plus riches se gavent toujours plus. Entre mars et décembre 2020, les milliardaires français, eux, ont accumulé 175 milliards d'euros, soit deux fois plus que l'indécemment insuffisant budget de l'hôpital public, et plus de trois fois celui de l'Éducation. De quoi nous faire un beau plan d'urgence pour l'École, non ?

Il y a également ces chiffres du sous-investissement structurel dans l'école primaire, ces chiffres des évaluations qui se succèdent en nous couronnant à longueur d'années champions des inégalités. Car soyons clairs, sur qui pèse le plus ce manque de moyens ? Nous aurions pu vous montrer les courbes et graphiques de l'institution elle-même qui montrent sans ambiguïté les corrélations entre origine sociale et réussite scolaire. Avec plus de 17 % de pauvres en 2018 dans notre département, il est facile de dire que nous avons de mauvais résultats aux évaluations quand rien n'est fait pour contrer les déterminismes sociaux.

Nous aurions pu parce que des courbes, nous aussi nous en avons, telle celle de la suppression des postes de RASED qui croise celle de l'augmentation des élèves qui passent dans le champ du handicap, ces élèves qui craquent en l'absence d'aides spécialisées des enseignant-es E et G. Nous aurions pu aussi vous parler de la courbe descendante de la scolarisation des moins de 3 ans alors que toutes les études montrent l'impact positif d'une scolarisation précoce notamment pour les enfants issus des classes populaires ...

Voici le détail des postes nécessaires d'après les revendications du SNUipp-FSU :

50 enseignants surnuméraires = PDMQDC (en attendant d'avoir les 190 nécessaires pour obtenir 1 poste pour 5 classes),

43 postes d'enseignant-e-s pour traiter les difficultés scolaires = RASED (1 psy, 1 E, 1 G pour 1 000 élèves),

10 postes d'enseignants remplaçant-e-s Brigade (1 poste pour 10 classes),

20 postes d'enseignants remplaçants pour la Brigade Formation Continue (2% des collègues),

13 postes pour limiter les effectifs à 20 élèves par classe en REP,

30 postes pour limiter les effectifs à 25 élèves par classe hors REP,

22 postes pour accueillir 50% des élèves de - de 3 ans (comme c'était le cas au début des années 2000),

30 postes pour abonder les décharges de direction d'école (1/2 journée par semaine pour les directions 1 classe, 1/4 de décharge pour les directions de 2 à 5 classes, 1/2 décharge pour les directions de 6 à 9 classes et décharge totale à partir de 10 classes).

En résumé, **dans le Tarn-et-Garonne, ce sont 218 créations de postes qui sont nécessaires pour donner une véritable priorité à l'enseignement dans le 1er degré et se sentir réellement choyé.e.s.** Vous remarquerez que dans nos priorités ne figure aucun poste hors la classe de conseiller machin ou coordonnateur trucmuche. C'est d'enseignant.e.s devant élèves dont nous avons besoin, pas de cornacs. Si on nous donne les moyens de fonctionner, nous savons faire. Mais pour cela, il faudrait prendre en compte la situation sociale de nos élèves. Avec une dotation de 0, on en est loin.

Pas de diaporama donc, parce que derrière ces chiffres et ces courbes, il y a l'essentiel. Il y a les élèves, tous les élèves, et surtout celles et ceux issu.e.s des classes populaires. On n'en parle plus trop, mais ce sont eux qui trinquent en premier. Ce sont eux qui paient ce non investissement en général, et cette absence de plan d'urgence lors de cette crise que nous vivons.

C'est aussi parmi eux que l'on retrouve le plus d'élèves sacrifié.e.s par le manque de prise en charge et de prévention que seul-e-s les enseignant-e-s RASED peuvent accomplir.

Cette destruction des RASED que vous n'abondez pas aujourd'hui, ce sont des feux que l'on a allumés depuis 2008 et qui ravagent des élèves, des familles, des écoles et des équipes. Créer des postes pour gérer des situations complexes, pourquoi pas. Mais prétendre maintenant éteindre tous ces incendies avec des postes pompiers pris sur le compte des postes E ou G, pour la FSU 82, c'est non.

Permettez de faire un focus sur la ruralité, bien réelle dans notre département.

Lors de la séance publique du [20 janvier 2021](#), M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale affirmait en réponse à une question du sénateur M. Éric Gold :

"Nous nous sommes d'ores et déjà engagés, à la rentrée dernière, à ne fermer non seulement aucune classe, mais aussi aucune école rurale sans l'accord du maire"

[retranscription écrite](#)

[video](#)

Lors de la séance publique du 2 février M. Jean-Michel Blanquer affirmait :

"Bien sûr, on peut regarder au cas par cas pourquoi telle classe ferme et telle autre ouvre, mais la promesse de ne pas fermer d'école sans l'accord du maire vaut toujours. S'agissant des classes, un travail fin est mené, qui n'est même pas terminé au moment où nous parlons."

[video](#) (question 00h 57 min)

[retranscription écrite](#)

Le lendemain (3 février) à nouveau en réponse aux questions des sénateurs, Mme Nathalie Elimas, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de l'éducation prioritaire affirmait : *"Depuis 2019, aucune école ne ferme sans l'accord du maire." "Depuis la rentrée de 2020, aucune fermeture de classe ne s'est faite dans les communes de moins de 5 000 habitants sans l'accord du maire."*

[video](#)

[retranscription écrite](#)

Dans la foulée lors du debriefing de cette même séance elle complétait sa réponse par:

"Nous ne fermons ni écoles ni classes notamment dans les petites villes de moins de 5000 habitants sans accord du maire et ce malgré une diminution démographique constante, au contraire nous renforçons et continuons à renforcer les moyens..."

[interview N Elimas](#) (2h24min 20sec)

Il y a aussi la courbe des élèves en situation de handicap qui ne sont pas accompagnés, ou dont l'AESH n'est pas remplacé-e depuis des semaines, ou encore celle des élèves allophones non accueillis dans les dispositifs UPE2A faute de place, celle des élèves des classes non dédoublées de l'Éducation Prioritaire qui se retrouvent avec plus de 25 élèves par classe.

Et puis il y a le refus de prendre en compte la situation sanitaire actuelle. Des fermetures de classes, ce sont des effectifs qui augmentent, et des élèves entassés.e.s. À l'heure où les nouveaux variants prolifèrent, où les fermetures de classes pour raison sanitaire ont augmenté de 110 % et où les remplaçant.e.s ne suffisent plus à assurer la continuité du service public d'éducation, on peut dire que jamais la politique ministérielle n'a été aussi décrochée de la réalité, aussi hors sol.

Urgence, oui, il y a urgence ! Notre jeunesse, de la petite enfance eux étudiant-e-s en passant par les lycéens sont en souffrance. Tous les indicateurs sont dans le rouge. Faisons toutes et tous ensemble le nécessaire pour répondre à ces urgences.

Alors afficher des chiffres et des courbes, afficher à tout prix, sans écueil et sans seuil, sans règle et sans transparence, pour faire semblant, pour des injonctions de la politique ministérielle, c'est non. Revenez à l'essentiel, aux élèves cachés.e.s derrière les chiffres et les courbes.

Il y a une semaine, nous votons contre un tel projet. Aujourd'hui nous poursuivrons. Et nous votons pour une autre politique. Pour un plan d'urgence. Pour un véritable investissement dans l'école. Pour une véritable reconnaissance des équipes, de leur compétence, pour une véritable réponse à leurs revendications, pour que nos collègues retrouvent leur confiance dans la politique éducative du pays.

Nous en sommes loin, mais nous ne lâchons pas !

Merci de votre attention.

Les représentant.e.s de la FSU 82

